

February 28th, 2020



TUNISIE : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : [Les IDE en chiffres](#) | [Pourquoi choisir d'investir en Tunisie](#) | [La protection des investisseurs étrangers](#) | [Les procédures relatives à l'investissement étranger](#) | [Les terrains et les immeubles](#) | [L'aide à l'investissement](#) | [Les opportunités d'investissement](#) | [Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres](#) | [Trouver de l'aide pour des informations complémentaires](#)

Les IDE en chiffres

Depuis la révolution tunisienne de janvier 2011, la stabilité politique et économique en Tunisie reste fragile. Les entrées d'IDE ont été touchées par un fléchissement constant au cours de cette période. Cependant, les flux ont connu une hausse en 2018 pour atteindre 1,04 milliards USD, contre 880 millions USD en 2017 ([Rapport sur l'Investissement Mondial 2019 de la CNUCED](#)). Ceci était principalement dû à un flux d'investissements plus prononcé depuis le Qatar, le deuxième plus gros investisseur en Tunisie. En revanche, pour la troisième année consécutive, les stocks d'IDE tunisiens ont accusé une baisse, passant de 29,17 milliards USD en 2017 à 26,79 milliards USD en 2018, soit leur plus faible niveau depuis 2007. Cela représente 66,5% du PIB du pays. Selon les données préliminaires de l'Agence tunisienne des investissements, les entrées d'IDE au premier semestre de 2019 étaient à la hausse par rapport à l'année précédente, atteignant 902,4 millions de dinars, contre 809,4 millions de dinars en 2017, un record depuis 2014.

Les principaux secteurs qui attirent les investissements sont l'énergie, l'électronique, le tourisme et la fabrication mécanique. La France est de loin le plus gros investisseur dans le pays, suivie du Qatar, de l'Italie et de l'Allemagne. La confiance des investisseurs se rétablit avec la fin des attaques terroristes, comme en témoigne le nombre croissant d'arrivées de touristes internationaux. En outre, la Tunisie a gagné 8 places dans le rapport [Doing Business 2019](#) de la Banque mondiale et se classe désormais au 80ème rang sur 190 pays. Le gouvernement tunisien a adopté une loi autorisant les sociétés étrangères acquérant des valeurs mobilières tunisiennes à obtenir le droit de vote auprès des sociétés établies dans le pays, ce qui a stimulé les investissements de portefeuille et aidé la Tunisie à progresser dans le classement de la Banque mondiale.

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	885	881	1.036
Stocks d'IDE (millions USD)	28.940	29.171	26.792
Nombre d'investissements greenfield***	18	18	19
IDE entrants (en % de la FBCF****)	11,4	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	70,0	n/a	n/a

Source : CNUCED, Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

LES FLUX D'IDE PAR PAYS ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les pays investisseurs	2018 , en %	Les secteurs investis	2018 , en %
France	34,0	Energie	33,0
Qatar	26,0	Electricité et électronique	17,0
Italie	8,0	Secteur financier	14,0
Allemagne	7,0	Mécanique, métallique et métallurgique	6,0
Émirats Arabes Unis	4,0	Tourisme et immobilier	4,0
Royaume-Uni	4,0	Télécommunications	4,0
Autriche	2,0		

Source : Agence tunisienne de promotion de l'investissement extérieur - Dernières données disponibles.

Les sources statistiques [Institut National des Statistiques](#)

Pourquoi choisir d'investir en Tunisie

Les points forts

La solvabilité du pays lui garantit l'accès aux marchés de capitaux internationaux et lui permet ainsi de trouver sa place dans l'économie mondiale. La diversification croissante (tourisme, production minière développée en phosphates et pétrole, etc.) de l'économie renforce sa

résistance aux crises économiques. De plus, l'économie tunisienne dispose de facilité élargie de crédit par le FMI (les prêts étalés sur 48 mois ne s'achèveront qu'en mai 2020). L'économie peut se reposer sur une main d'œuvre jeune, assez qualifiée et productive à des niveaux de rémunération compétitif, de même qu'elle bénéficie de la proximité du pays avec le marché européen et son accord d'association avec l'UE : la capitale Tunis est, en moyenne, à deux heures de vol des principales capitales européennes. Le système social est bien développé et une politique d'éducation ambitieuse a été lancée; elle vise à réduire le coût social de l'ajustement et à renforcer la modernisation du pays. Enfin, la transition politique a été progressive et relativement paisible (en comparaison avec l'Egypte et la Lybie par exemple), ce qui a permis de créer un environnement des affaires globalement positif.

Les points faibles

La réforme économique en Tunisie n'a pas suivi le rythme des réformes politiques depuis la révolution de 2011. Les problèmes de corruption et de népotisme demeurent, alors que les régimes douaniers et fiscaux prohibitifs continuent de poser des obstacles aux petites et moyennes entreprises. Les entreprises publiques jouent encore un rôle important dans l'économie tunisienne et de nombreux secteurs restent fermés aux investissements étrangers. Le secteur informel est important (estimé à 40-60% de l'économie par le département d'État des États-Unis). Selon un rapport du FMI sur la Tunisie (février 2016), le manque d'accès au financement, l'inefficacité des institutions publiques et la rigidité de la réglementation du travail sont parmi les principaux obstacles à l'augmentation de l'investissement privé dans le pays. De plus, des attaques terroristes mortelles, y compris celles visant des touristes étrangers, ont entravé la confiance des investisseurs. Le chômage des jeunes élevé (supérieur à 30%), ainsi que le chômage des diplômés universitaires (environ un tiers des chômeurs) sont considérés comme des risques potentiels pour la stabilité sociale et économique. Enfin, la dette publique élevée du pays et la grande dépendance à la conjoncture européenne rendent vulnérable l'économie tunisienne.

Les mesures mises en place par le gouvernement

Au cours des dernières décennies, la Tunisie a choisi de libéraliser davantage son économie et de l'intégrer dans l'économie mondiale. Une nouvelle loi sur la concurrence, adoptée par le gouvernement en 2015, a annulé des dispositions antérieures qui fixaient des prix et limitaient l'entrée des entreprises dans certains secteurs et ainsi contrôlaient la production, la distribution, l'investissement, etc. La Tunisie a des zones franches (Parcs d'activités économiques) à Bizerte et à Zarzis, où les entreprises sont exonérées d'impôts et de droits de douane et bénéficient de transactions de change sans restriction. La production dans ces zones bénéficie d'une franchise limitée en Tunisie pour la transformation et la réexportation.

En 2016, la Tunisie a adopté une nouvelle loi sur les investissements qui simplifie les procédures d'obtention de licences, de permis et d'autorisations d'investissement et limite les restrictions à l'embauche de travailleurs étrangers. La loi crée l'Office supérieur de l'investissement, un organe central pour remplacer la multitude d'organismes administratifs qui ont précédemment émis ces documents requis. L'embauche de travailleurs étrangers est également facilitée par cette loi, ajoutant un élément de flexibilité à ce qui est par ailleurs la réglementation du marché du travail la plus rigide dans la région MENA.

La liste des mesures mises en place par le gouvernement pour encourager l'IDE est disponible sur le site web de [l'Agence de promotion de l'investissement étranger \(FIPA\)](#).

La protection des investisseurs étrangers

Les conventions bilatérales d'investissement signées par la Tunisie

La Tunisie est signataire des [accords de garantie et de protection des investissements](#) avec plusieurs pays.

Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED

Aucun cas de controverse.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA PROTECTION DES INVESTISSEURS

	Tunisie	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	6,0	6,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	7,0	5,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	4,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La liberté d'établissement	Oui
La réglementation concernant les prises de participation	Les investisseurs étrangers peuvent prendre une participation majoritaire au capital d'une entreprise locale. Il faut avoir l'autorisation de la Direction des Affaires Étrangères ↗
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	Agence de promotion des investissements étrangers ↗
Demande d'autorisation spécifique	L'agence de promotion des investissements étrangers dans le pays permet de s'informer sur les autorisations nécessaires à l'implantation.

Les terrains et les immeubles

Les solutions temporaires	Il en existe plusieurs : la domiciliation de l'entreprise au domicile privé du dirigeant, la domiciliation dans un centre d'affaires, l'hébergement dans des ateliers-relais, les pépinières d'entreprises ainsi que les locations de locaux professionnels.
La possibilité d'acheter un terrain ou un bâtiment industriel ou commercial	Oui.
Les risques d'appropriation	Selon la loi tunisienne, les investisseurs étrangers ont droit à une compensation s'ils sont victime d'expropriation.

L'aide à l'investissement

Les formes d'aide	<ul style="list-style-type: none"> - Dégrèvement des revenus ou bénéfices réinvestis dans la limite de 35% des revenus ou bénéfices soumis à l'impôt - Exonération des droits de douane sur les biens d'équipement n'ayant pas de similaires fabriqués localement - Une limitation à 10% de TVA à l'importation des biens d'équipement - La possibilité de choix du régime de l'amortissement dégressif au titre du matériel et des équipements de production dont la durée d'utilisation dépasse sept ans.
Les domaines privilégiés	Création d'emplois, aménagement du territoire, domaine agroalimentaire, protection de l'environnement, aide à la Recherche & Développement.
Les zones géographiques privilégiés	Électronique, centres d'appels, fabrication textile, fabrication de produits électroniques, pièces d'automobile, aérospatiale et aéronautique.
Les zones franches	<p>Il y a deux zones franches en Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Zone Franche de Bizerte ↗ - la Zone franche de Zarzis. ↗ <p>Il existe des aides à investissement, notamment dans les régions du centre du pays. Parmi les principales mesures : des exonérations fiscales de 8 à 25% sur une période de 10 ans et des subventions. Pour plus d'informations, consultez l'Agence de promotion des investissements étrangers ↗(APIE).</p>

Consultez le [Club ADEFI](#) [↗](#) pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Tunisie.

Les opportunités d'investissement

Les secteurs économiques clés	Textile-habillement, tourisme.
Les secteurs à fort potentiel	L'électronique
Les programmes de privatisation	Des programmes de privatisations sont en cours, notamment dans l'industrie et les infrastructures : cimenteries (Carthage Cement), production d'électricité (STEG), construction d'autoroutes, banques (STB, BH, BNA), traitement des eaux usées et des déchets solides,

télécommunications, dessalement de l'eau, etc.

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[Tenders Info](#), Appels d'offres en Tunisie
[Globaltenders](#), Appels d'offres et projets en Tunisie
[Site du Premier Ministre](#), Marchés publics en Tunisie
[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques

Agroalimentaire

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement

[Agence de Promotion de l'investissement](#)

Les autres ressources utiles

[Base de données *Doing business in Tunisia* \(ICAEW\)](#)

Les guides de l'investisseur

[Guide *Doing Business in Tunisia* \(UHY, 2018\)](#)
[Guide des affaires Tunisie - Département britannique du commerce international](#)
[Faire des affaires en Tunisie - UHY \(en anglais\)](#)

Contactez l'équipe [BNPP Trade Development](#) pour trouver un expert prêt à vous accompagner en Tunisie.

Consultez le [Club ADEFI](#) pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Tunisie.

© Export Entreprises SA, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Février 2020